

Fin de vie : une Convention citoyenne dont les biais viendront hanter Emmanuel Macron



Article rédigé par *Atlantico*, le 04 avril 2023

Source [Atlantico] : Après 27 jours de travail, les 184 membres de la Convention citoyenne sur la fin de vie ont livré dimanche 2 avril leur rapport final

Atlantico : Après 27 jours de travail, les 184 membres de la Convention citoyenne sur la fin de vie ont livré dimanche 2 avril leur rapport final, qu'ils présenteront lundi au Président de la République. Quelles sont les principales conclusions et pistes de ce rapport ?

Damien Le Guay : Le rapport de la Convention citoyenne sur la fin de vie apporte un soutien massif aux soins palliatifs et permet d'avoir un droit opposable pour les soins palliatifs. Cela fait des années que les budgets sont insuffisants. La défaillance de l'Etat, le manque de moyens et les défauts de l'offre nécessitaient un sursaut salutaire et tout à fait nécessaire pour les soins palliatifs. Une sorte d'intelligence collective de cette convention a permis d'insister sur le cadre général alors que la question posée était restreinte. Il faut saluer tout ce qui est dit sur l'importance fondamentale de cet accompagnement au bout de la vie qui fait l'honneur de nos sociétés.

Ceci dit, la Convention est favorable à « l'aide active à mourir » (AAM) - qui est un euphémisme gentil pour ne pas dire « l'euthanasie » et le « suicide assisté ». Voilà qui est au centre des réflexions de la Convention et de ceux qui voulu cet exercice d'une démocratie parallèle et d'une légitimité problématique. Mais si la Convention citoyenne est pour le principe, tout devient beaucoup plus complexe quant aux modalités d'application. Le diable se cache dans les détails. Elle propose 19 approches différentes. Certaines insistent plutôt sur l'euthanasie considérée comme un « soin ». D'autres sur le suicide assisté. Tous comprennent bien que si les principes sont simples les manières de faire font naître autant de difficultés que de problèmes que de situations difficiles à contrôler. Qui fait quoi ? Comment administrer la solution létale ? Qui doit en « bénéficier » ? La difficulté de ces questions tient surtout aux manières de les mettre en œuvre. Vu de loin, la convention est pour, vu de près tout est plus complexe et les conventionnaires plus partagés.

De près, la question du discernement est toujours délicate. Le problème essentiel du suicide assisté ou de l'euthanasie est cette question du consentement et de la manière d'être certain qu'il est bel et bien là d'une manière durable, assuré et libre. Lorsque les patients sont dans un état de conscience altérée ou atténuée, et qu'ils se savent diminués et qu'ils ont conscience « d'être de trop », comment peut-on être assurés que leur « désir de mort » n'est pas, avant tout, un appel à un surcroît de confiance, de prise en charge ou de soulagement de la douleur ? Les soignants savent cela. Ils en font l'expérience chaque jour. D'où leurs oppositions massives à l'euthanasie. Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)